

Placide MUAMBA MULUMBA NGANDU

Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve - Université Officielle de
MBUJIMAYI, RD Congo

Christian DEBLOCQ

Secrétariat communal honoraire de Court-Saint-Etienne, Belgique

Développement local et appui aux petits entrepreneurs de Kinshasa. Une étude de cas

Résumé

La présente étude analyse la démarche de développement local comme une stratégie de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'un mouvement culturel, économique et social qui cherche à valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui l'occupent. Partant du bas, Il est une organisation à construire, une vision du local dans le global, qui considère le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et divers acteurs publics, privés et du monde associatif engagés dans une dynamique de projet et de solidarité. Plus qu'un concept, il est un processus d'apprentissage organisationnel, une pédagogie du développement qui repose sur l'écoute, le respect, la confiance et le partenariat de gestion. L'absence de réponse face au chômage de longue durée est à la base de la recherche d'une stratégie alternative. L'intérêt de cette approche s'explique en effet par sa capacité à répondre à des problèmes de proximité, en mobilisant au mieux les ressources locales et externes de manière à tracer une voie de mieux-être et de prospérité. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des autorités locales à fournir et ou à réhabiliter les services de proximité destinés aux populations à la base est de ce fait indispensable. Il cherche à promouvoir les initiatives de petits entrepreneurs et des acteurs du monde associatif. Les données provenant du projet d'Appui au Développement Local réalisé dans la commune de Kasa Vubu à Kinshasa ont servi de toile de fond pour cette communication.

Mots-clés : Le développement local, l'entrepreneuriat ethnique et communautaire, l'entrepreneuriat social, TPE, artisanat, micro-entreprises, capital social, territoire.

Développement local et Appui aux petits entrepreneurs de Kinshasa Une étude de cas.

Placide MUAMBA MULUMBA NGANDU
Université Officielle de MBUJIMAYI, RD Congo
Collectif des Femmes, Louvain-la-Neuve, Belgique
mmuamba@hotmail.com

Christian DEBLOCQ
Secrétaire communal honoraire de Court-Saint-Etienne, Belgique
De Court-Saint-Etienne
christiandeblocq@yahoo.fr

Résumé

La présente étude analyse la démarche de développement local comme une stratégie de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'un mouvement culturel, économique et social qui cherche à valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui l'occupent. Partant du bas, Il est une organisation à construire, une vision du local dans le global, qui considère le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et divers acteurs publics, privés et du monde associatif engagés dans une dynamique de projet et de solidarité. Plus qu'un concept, il est un processus d'apprentissage organisationnel, une pédagogie du développement qui repose sur l'écoute, le respect, la confiance et le partenariat de gestion. L'absence de réponse face au chômage de longue durée est à la base de la recherche d'une stratégie alternative. L'intérêt de cette approche s'explique en effet par sa capacité à répondre à des problèmes de proximité, en mobilisant au mieux les ressources locales et externes de manière à tracer une voie de mieux-être et de prospérité. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des autorités locales à fournir et ou à réhabiliter les services de proximité destinés aux populations à la base est de ce fait indispensable. Il cherche à promouvoir les initiatives de petits entrepreneurs et des acteurs du monde associatif. Les données provenant du projet d'Appui au Développement Local réalisé dans la commune de Kasa Vubu à Kinshasa ont servi de toile de fond pour cette communication.

Mots-clés : Le développement local, l'entrepreneuriat ethnique et communautaire, l'entrepreneuriat social, TPE, artisanat, micro-entreprises, capital social, territoire.

Développement local et Appui aux petits entrepreneurs de Kinshasa Une étude de cas.

1. Introduction

L'intérêt de l'approche de développement local s'explique par sa capacité à répondre à des problèmes de proximité, en mobilisant au mieux les ressources du terroir de manière à tracer une voie de mieux-être et de prospérité. Il s'agit d'un mouvement culturel, économique et social qui cherche à valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui l'occupent. Partant du bas, il est une organisation à construire. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des autorités locales à fournir et ou à réhabiliter les services de proximité destinés aux populations à la base est indispensable. Il vise à promouvoir les initiatives de petits entrepreneurs et des acteurs du monde associatif. Ce papier se subdivise en deux parties : la première qui est théorique analyse le concept du développement local et accorde un accent particulier au rôle des liens sociaux dans la gouvernance des territoires, la deuxième qui sert de toile de fond à cette communication examine les données provenant du projet d'Appui au Développement Local réalisé dans la commune de Kasa Vubu à Kinshasa et se termine par une brève conclusion.

1. 1. L'analyse du concept de développement local

L'idée de développement local n'est pas neuve, elle réapparaît avec force ce dernier temps dans un contexte de crise. Le concept s'inspire des écrits sur les districts industriels, les systèmes de production locaux, le milieu innovateur ou encore de la notion de région apprenante. Ces différents modèles sont fondés sur l'articulation entre des performances industrielles et une forte cohésion sociale. L'approche descendante de haut en bas, sans concertation avec les populations concernées, est de plus en plus contestée par de nombreux chercheurs. Ils estiment que le processus de développement d'un territoire doit prendre en compte les besoins et les aspirations de ses habitants. L'absence de réponse face au chômage de longue durée est à la base de la recherche d'une stratégie alternative. L'intérêt de cette démarche s'explique en effet par sa capacité à répondre à des problèmes de proximité, en mobilisant au mieux les ressources locales et externes de manière à tracer une voie de mieux-être et de prospérité (Jouen, 2011).

Il s'agit d'un mouvement culturel, économique et social qui cherche à valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui l'occupent. Le plus souvent opposé au global, le local est considéré comme un niveau infranational d'organisation des acteurs productifs. Il n'est généralement défini que par la proximité géographique sans plus de précision. Considérant que l'instance locale permet des coordinations plus efficaces entre acteurs voire une possibilité de réduire l'incertitude, le terme de territoire est souvent préférée à celui de local (Ferguène, 2004). Le développement local est une organisation à construire partant de la base, une vision du local dans le global, qui considère le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et divers acteurs publics, privés et du monde associatif engagés dans une dynamique de projet. Plus qu'un concept, il est un processus d'apprentissage organisationnel, une pédagogie du changement

qui repose sur l'écoute, le respect, la confiance et le partenariat de gestion. Il est multidimensionnel (Kolosy, 2006).

1.1.1. Un concept à la fois économique, social et culturel.

La reconstitution d'un tissu ne peut se faire en l'absence d'une dimension culturelle et d'un projet mobilisant les ressources locales. La valorisation du capital culturel est une façon de donner une image positive au territoire. Elle favorise la cohésion sociale et l'affirmation d'une identité commune. L'actif culturel d'un site permet d'augmenter le capital social. Plus encore, les activités culturelles constituent en elles-mêmes un réservoir d'activités et d'emplois. La mise en évidence d'une filière du tourisme culturelle par exemple peut entraîner l'apparition de plusieurs emplois dans l'hôtellerie, le transport, la restauration, le loisir, l'habillement, l'artisanat et dans de divers produits dérivés. L'analyse de *districts culturels*, comme un ensemble d'entreprises produisant des biens culturels et situées dans un même environnement géographique, montre également l'intérêt qu'il y a à établir un lien entre capital culturel et développement local. La dimension culturelle peut aussi créer des dynamiques positives lorsqu'elle donne à une communauté une confiance et une visibilité qu'elle n'avait pas et permettre d'entreprendre de nouveaux projets. (Greffé, 2003). Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera le produit des efforts de la population et fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active. Situé sur un territoire donné, il est un processus qui se base sur la proximité et la réciprocité. Il est une pratique intégrée qui cherche à réconcilier l'économique, le social et le culturel et qui porte à la fois sur l'acquisition des compétences, la création d'emplois et sur la revitalisation du milieu.

1.1.2. Repenser l'économie et le social.

La pratique de développement local offre des opportunités intéressantes pour repenser les rapports entre l'économie et le social. Elle est une vision nouvelle et innovante d'un changement qui part d'en bas, des initiatives locales, des entreprises communautaires et de ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie sociale. Du fait de la mise en avant de l'intérêt général, du souci de participation démocratique des populations concernées ainsi que de la préoccupation constante d'autonomie vis-à-vis des centres de décision extérieurs, le secteur de l'économie sociale est étroitement impliqué dans le processus de développement local. Il en est même le moteur stratégique de par sa capacité à susciter une dynamique endogène et à redynamiser des zones en déclin (CIRIEC, 2007). Le social représente un actif, un capital social, un potentiel de cohésion sociale de sorte qu'il renvoie à la communauté, à la proximité, à la famille et à la réciprocité. La redéfinition du local s'accompagne d'une modification non seulement des rapports entre l'économie et le social mais également de leur contenu respectif. La revalorisation du local favorise la mobilisation des ressources sociales à travers les relations de proximité. Le lien social se construit dans une multitude de réseaux et divers lieux, processus et institutions de négociation entre acteurs. Ce qui devrait se traduire non seulement par l'affirmation de valeurs de solidarité et d'entraide mais également par l'adoption de règles qui influent sur la répartition du pouvoir et des surplus (Levesque et Boucher, 1999). Ainsi, le concept du capital social se rapporte aux interrelations qu'entretiennent les acteurs locaux à

l'intérieur de réseaux formels ou informels dans un lieu donné en s'appuyant sur une confiance réciproque. On l'associe même à une forme de culture entrepreneuriale collective en se référant aux institutions et aux comportements susceptibles de favoriser la création et la consolidation d'entreprises locales. Ce concept multiplicateur et multiforme mérite toutefois d'être mieux explicité.

1.1.3. Capital social et développement local

Dans sa théorie de l'action rationnelle, Coleman définit le capital social comme l'ensemble des normes et des réseaux qui facilitent et rendent possible l'action collective. Cette définition fait ressortir deux dimensions essentielles de ce concept. L'une est liée aux normes et valeurs qui régissent les interactions entre agents tandis que l'autre détermine le capital social par ses caractéristiques structurelles. Le cadre formel au sein duquel s'établissent les relations entre les agents ainsi que toutes les institutions formelles ou informelles qui facilitent la coopération entre acteurs en vue d'actions finalisées sont identifiés (Angeon et Colin, 2008). La structure sociale est donc appréhendée aussi bien du point de vue microéconomique que macroéconomique. Une distinction est faite aussi entre capital social gouvernemental et civil. Le premier se réfère aux institutions mises en place par le pouvoir public alors que le second s'identifie aux organisations émanant de la société. Ces deux formes sont toutefois interdépendantes voire complémentaires. Le capital social est également présenté comme la matière première d'une société, nécessaire au bon fonctionnement de ses institutions.

En soulignant le degré d'interaction entre l'environnement socio- politique et le secteur privé, Collier (1988) attire l'attention sur une autre nature de ce concept. Le capital social structurel, entendu comme l'ensemble des institutions visibles et le capital social cognitif qui renvoie aux processus mentaux des individus, aux expériences et aux codes communs ainsi qu'à une vision partagée qui permettent aux acteurs de percevoir et d'interpréter les événements de façon similaire. Le premier désigne les structures dans lesquelles agissent les agents, notamment les organisations alors que le deuxième s'intéresse aux valeurs, normes et croyances qui prédisposent les agents à la coopération. Pour Krishna (2000), il s'agit respectivement de capital social institutionnel et relationnel. Recourant à la théorie générale des ressources, Lin (2006) définit le capital social comme un potentiel relationnel, une facilité d'accès à des ressources disséminées et encadrées dans la structure sociale et mobilisables en cas de besoin. Il est une ressource confinée dans des pratiques de sociabilité et valorisée ou non au sein d'un réseau relationnel stable. Il caractérise l'investissement d'un individu dans ses relations avec d'autres. Pour Lin et Bourdieu, le capital social n'est autre que l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées. Cette approche propose de signaler le lieu de sa production et les formes qu'il recouvre. Elle pousse également à se pencher sur sa nature et vise à dissocier ses propriétés intrinsèques de ses effets (Angeon et Colin, 2008).

1.1.3.1. Nature et liens du capital social

Plusieurs auteurs accordent de l'importance aux interdépendances entre les diverses formes de capital social, notamment son rôle dans la lutte contre la pauvreté. Ils invitent à considérer la capacité des structures sociales à élaborer des règles facilitant l'établissement de liens entre

agents et la nature de type de liens. L'approche sur le capital social qui unit, qui lie et qui relie (« *bonding* », « *linking* », « *bridging* ») est également fort recommandée par les institutions internationales. Elles invitent à mieux saisir les réseaux de type « *bonding* » qui unissent des individus au sein d'une même communauté et qualifiés parfois d'horizontaux. En effet, dans ce type de structure sociale, les agents disposent d'un statut identique et appartiennent au même groupe. C'est notamment le cas des relations familiales, amicales et des réseaux sociaux de type communautaire. Les liens de type « *linking* » caractérisent par contre, des interactions entre des agents appartenant à des groupes différents et sont de nature verticale. Dans ce type de relation, les agents occupent des places ou des statuts différents. La coopération entre les entreprises dans les districts industriels ou les systèmes productifs locaux au titre de leurs relations complexes de concurrence, de sous-traitance et d'entraide est l'exemple le plus cité. Enfin, dans les relations de type « *bridging* », les agents sont distants les uns des autres. On y décèle à la fois leur éloignement physique, extraterritorial ainsi que l'absence ou la discontinuité dans l'activation du lien. L'idée de bridging rend compte du caractère latent du capital social, apparenté dans ce cas à une ressource non activée. Le « *bridging social capital* » désigne un réseau virtuel mais potentiel. Il caractérise des acteurs qui interviennent dans des espaces d'action distincts et ratifient des normes ou des valeurs différentes. La théorie sociologique de Granovetter aide cependant à distinguer deux grands types de réseaux, soit ceux à liens forts et ceux à liens faibles. Le capital social de type *bonging* et *linking* peut être assimilé à des liens forts, alors que le capital social de type *bridging* appartient à la catégorie des liens faibles (Angeon et Callois, 2004).

Ressource réticulaire, le capital social se délite lorsque les relations sociales ne sont pas entretenues et ne se déprécie pas avec l'usage. Par conséquent, les liens sociaux doivent être régulièrement activés, sinon ils perdent en efficacité. Les réseaux sociaux de type *bonding* ou *linking* nécessitent en fait d'être constamment renforcés pour que le capital social soit effectivement une ressource utile. Les agents s'insèrent dans des liens de proximité forts incarnés par le sentiment d'appartenance et de solidarité entre les membres du groupe. Encastrés dans leur structure relationnelle, ils ratifient, par leurs pratiques, un certain nombre de règles et de représentations communes. A l'inverse, le capital social de type *bridging* fait appel à d'autres logiques et n'implique pas une activation régulière, ni intense des liens. La fréquence des contacts n'est pas une condition nécessaire à sa mobilisation. La procédure de mise en accord entre les agents est ponctuelle et discontinue. Les règles respectées s'apparentent alors à une convention sans engagement réciproque de leur part. Elles s'appuient, cependant, sur la reconnaissance temporaire d'une communauté d'intérêt qui justifie l'activation d'une relation inhabituelle. De nombreuses études montrent en effet que ce ne sont pas seulement les relations de proximité forte qui importent dans les logiques de développement territorial mais aussi, et parfois de manière prédominante, les relations de distance.

Un approfondissement théorique du concept de capital social permet de mieux cerner les mécanismes à l'œuvre dans les processus de transformation du territoire. De ce fait, soutenir que les coordinations entre acteurs ont une incidence sur le développement local implique d'identifier les démarches auxquelles elles s'appuient. L'approche économique propose en effet une grille d'analyse de cette architecture. Elle affirme que les coordinations locales produisent deux types d'externalités positives. Le premier se rattache à des questions de collecte et de circulation de l'information et le second se rapporte à l'action collective (Angeon et Callois, 2004).

1.1.3.2. Coordinations locales et externalités positives

La collecte et la circulation de l'information d'une part et le renforcement de l'action collective d'autre part sont, avons-nous dit, deux externalités positives générées par les coordinations locales des agents. Dans le premier cas, le bon partage de l'information que favorisent les liens locaux contribue à réduire le risque et à accroître la qualité des décisions. Amenés à partager des informations de diverse nature, les agents accroissent leur connaissance des autres acteurs locaux, des intentions de ces derniers ainsi que de leur environnement socio-économique. Par ce biais, ils sont mis en condition de rendre meilleur la pertinence de leurs choix, de prendre véritablement part au dispositif d'action et d'augmenter leur degré de maîtrise du territoire. Au-delà de la seule transmission de l'information, ce qui compte dans les processus de construction territoriale, c'est également le partage de cette information. L'émergence d'une dynamique collective d'apprentissage visant à l'élaboration d'un socle commun de connaissances et d'une culture commune apparaît en effet comme une condition nécessaire à l'élaboration d'un projet de territoire. Les modalités de coordination locale, en facilitant la procédure de décision et en améliorant la qualité des choix, produisent un impact positif sur le bien-être collectif. De plus, la compréhension des comportements individuels et de l'environnement renforce les stratégies d'action collective, elle est même au cœur des logiques de développement territorial (Angeon et Colin, 2008).

Les coordinations locales entraînent aussi le renforcement des logiques d'action collective. Celui-ci repose sur l'habileté des agents à mettre en commun des moyens pour atteindre des objectifs qui n'auraient pas été atteints individuellement. L'action collective résulte dès lors des dynamiques de coopération qui s'établissent entre les agents. Les comportements coopératifs basés sur la confiance, la réciprocité et la réputation sont vecteurs de ressources qui peuvent être mobilisées dans une perspective de développement local. L'élaboration des projets de territoire suppose, en effet, une certaine qualité du tissu social local et s'appuie sur des représentations et un savoir-faire collectif qui oriente et influe sur l'action. Les dynamiques d'évolution des territoires sont fonction du comportement des acteurs et de leurs interactions. L'impact des liens sociaux peuvent donc être cernés au niveau individuel et collectif. Dans le premier cas, le capital social est associé à un actif qui influe sur le revenu de l'agent. Il est par contre appréhendé dans le deuxième cas comme un indicateur d'efficacité collective (Angeon et Callois, 2004).

La conception du capital social dans sa capacité à impulser des dynamiques de construction territoriale se rapproche de la notion de *ressources spécifiques*. Pour G. Colletis et B. Pecqueur, les « ressources spécifiques » résultent d'une histoire longue, d'une accumulation de mémoire et d'un apprentissage collectif cognitif. Elles sont produites dans un territoire et dépendent de règles, de normes, d'une culture élaborées dans un espace de proximité géographique et institutionnel à partir d'une forme de transaction distincte de l'échange marchand, c'est-à-dire la réciprocité. Selon ces auteurs, les ressources constituent une réserve, un potentiel latent ou virtuel. Elles naissent de processus interactifs et sont alors engendrées dans leurs configurations. Elles constituent l'expression du processus cognitif qui est engagé lorsque les acteurs ayant des compétences différentes produisent des connaissances nouvelles par la mise en commun de ces dernières. L'approche spatiale des relations sociales amène ainsi à comprendre comment se crée et se renforce le capital social sur un territoire. (Angeon et Colin, 2008).

1.1.3.3. Territoires créateurs de nouvelles ressources

Le territoire est compris ici comme une forme d'organisation inscrite dans l'espace et construite socialement par les interactions entre les acteurs locaux. Il résulte d'un processus non naturel et non permanent des synergies des coopérations entre acteurs (Pecqueur, 2001). Il vit de l'interaction de sa population, de son espace, de son histoire et de la volonté forte de réaliser un projet de développement collectif. Il est structuré autour de ressources partagées, celles-ci étant le plus souvent liées à un espace défini et sont inégalement réparties bien que tous les espaces ont, potentiellement du moins, des ressources à faire émerger et à valoriser. L'analyse du développement local nous pousse cependant à reconnaître que les systèmes territoriaux se caractérisent par la manière dont ceux-ci organisent la gestion et la création de leurs ressources (Leloup et al., 2003).

La nature des ressources diffère en effet selon qu'elles sont données ou construites. Elles représentent un potentiel pour le territoire quand elles ne sont pas en activité. Ou bien elles existent mais ne sont pas exploitables pour diverses raisons, ou bien les ressources sont à révéler ou à organiser parce qu'elles n'existent pas comme telles. Les actifs sont des facteurs utilisés dans une activité de production. La main-d'œuvre disponible sur le marché du travail constitue un bon exemple d'actif, tout comme la présence d'équipements ou d'infrastructures sur un territoire. Les ressources ou les actifs sont dits génériques lorsque leur présence est indépendante du processus de production ou de la dynamique sociale et entrepreneuriale. A l'inverse, la ressource ou l'actif est dit spécifique lorsqu'il résulte explicitement de stratégies d'acteurs et s'il est dédié à un usage particulier. La ressource générique est un potentiel à la fois non exploité et donné. Par contre l'actif spécifique est construit par les acteurs et valorisé par le marché. La ressource spécifique est un avantage révélé résultant de la combinaison dynamique des stratégies d'acteurs. Jusque là virtuelle, elle est le résultat d'une mise en relation créatrice d'acteurs confrontés à un problème inédit.

Le passage à la ressource spécifique équivaut donc à construire un réseau de proximité en développant des coopérations, marchandes ou non, avec d'autres acteurs (firmes, établissements financiers, centre de recherche, organismes de formation), en cherchant à bénéficier de quasi-rentes relationnelles dans un espace de proximité géographique. Il s'agit en fait de la capacité créatrice du tissu qui, en organisant une souplesse de combinaison de ses ressources et actifs, dispose de moyens de mettre en œuvre des stratégies collectives susceptibles d'infléchir le devenir économique du territoire (B. Pecqueur, 2005). Aussi, une différenciation durable d'un territoire par rapport à d'autres ne naît véritablement que des ressources dites spécifiques. L'existence des particularités territoriales se fonde alors sur des savoirs non reproductibles, ce qui permet de distinguer le territoire et de l'identifier dans un contexte de concurrence spatiale. Le développement local n'est pas un modèle clé en main, il émerge d'un contexte et d'une histoire uniques. Cette différenciation ne réside pas seulement dans les produits, mais aussi dans la façon d'organiser la production, de créer et de gérer ses ressources et même de développer des savoirs et savoir-faire originaux. Il est avant tout l'affaire de divers acteurs mis en rapport et mobilisés en vue de stimuler une synergie créatrice, porteuse d'effets de changement (Leloup et al., 2003).

Pour André JOYAL, les régions en difficulté sont très souvent en déficit de capital social. Mais le développement n'est jamais le résultat direct d'une opération simple, il est plutôt issu d'un processus faisant appel à la durée, d'une mise en tension de dynamiques multiples et en partie divergentes. A l'inverse, l'intervention exclusivement ciblée, sectorielle, segmentée, de facto sourde à la complexité n'est jamais productrice de développement (Boucher, 1999). Le développement local ne se décrète pas, il doit passer par une phase d'apprentissage et se résume d'ailleurs en un mot : s'organiser (Joyal, 2002).

1.1.4. Les leçons d'une région apprenante

L'approche des villes et régions apprenantes se caractérisent par le fait que celles-ci ont en commun la volonté clairement affichée de placer l'innovation et l'apprentissage au cœur de leur stratégie de développement. Elles fournissent aux individus les moyens de se former, de s'informer, de prendre part aux activités de formation et d'échanges des bonnes pratiques. L'apprentissage est compris ici au niveau individuel et institutionnel, il se réfère à l'acquisition, formelle ou informelle, de connaissances et de compétences. Les agents apprennent dans ce contexte à nouer de nouveaux partenariats et des alliances stratégiques entre différents secteurs afin d'atteindre des objectifs communs. Ce qui doit permettre d'améliorer les conditions de vie de la population et à la société de disposer d'une main d'œuvre qualifiée. Les stratégies des villes apprenantes ne s'attaquent pas directement aux problèmes de chômage et de pauvreté, mais elles visent à enclencher une dynamique qui contribuera à les résoudre indirectement (Larsen, 2011).

Le défi consiste à inscrire l'apprentissage dans un contexte plus large où les institutions sont conscientes de la nécessité d'innover et d'apprendre, tout en étant capables de mettre en œuvre ces objectifs. La constitution de réseaux et de partenariats est primordiale dans la mesure où l'apprentissage collectif repose sur l'échange continu d'informations sur les produits, les processus et les méthodes d'organisation du travail. De tels liens se tissent généralement entre des organisations qui se connaissent et entretiennent depuis longtemps des relations stables basées sur la confiance. La réussite d'une politique de développement local dépend en grande partie de la qualité des systèmes d'information et d'apprentissage existants. Faute de réseaux efficaces de diffusion et de vulgarisation des bonnes pratiques, il n'y a pas de chance pour que des actions isolées s'enrichissent mutuellement à travers l'émergence de projets collectifs. La valeur ajoutée de la démarche se situe dans la meilleure exploitation des ressources locales, l'augmentation du capital social, l'acquisition de compétences par la population et le progrès dans la gouvernance locale. (Jouen, 2011).

1.1.5. Les conditions du passage à l'acte.

Le développement local est le lieu de la mise en action des initiatives individuelles ou collectives en fonction des ressources disponibles sur un territoire donné. Il favorise la promotion de l'entrepreneuriat local ainsi que de l'employabilité de la population dans un cadre de concertation ou d'interventions partenariales. Mais la réussite de ces expériences dépendent de diverses conditions, notamment que la population locale dispose d'un minimum de cohésion sociale, d'un actif associatif significatif, d'un potentiel d'entrepreneuriat collectif, des institutions locales et municipales favorables à cette nouvelle logique ainsi que des pouvoirs publics efficaces et ouverts à l'expérimentation (Farvreau, 1998). La démarche en question fait appel à des unités

productives de petite dimension, lancées par des acteurs locaux dans un cadre d'intervention partenariale. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Etat doit aider les gens à compter davantage sur eux-mêmes et, pour ce faire, il doit leur fournir les moyens d'y parvenir. L'un de ces moyens, et de loin le plus indispensable, c'est bien sûr, la mise en place d'un dispositif chargé du développement local, un organisme qui puisse assumer les fonctions d'animation et de coordination des initiatives de création d'emplois.

Pendant très longtemps, on a cru que le développement local dépendait étroitement de la disponibilité des ressources naturelles, mais aujourd'hui les animateurs de cette approche pensent autrement : « Ce n'est pas la ressource qui crée le projet, mais le projet qui crée la ressource ». Le passage à des échelons plus petits, plus proches des préoccupations des acteurs locaux doit s'opérer à la faveur d'un réel changement des règles du jeu, aussi bien dans les pratiques que dans les approches méthodologiques. Plusieurs chercheurs recommandent d'agir sur la dynamique relationnelle de collaboration volontaire entre différents acteurs qui participent à l'organisation de leur territoire. Mais développer une culture entrepreneuriale exige du temps, la durée nécessaire pour que la population, à travers ses leaders, soit en mesure de comprendre le rôle qui lui revient. Entre-temps, la participation de cette population à l'ensemble du processus peut se heurter à différents obstacles. C'est notamment le cas lorsque l'on se trouve dans le contexte d'un pays sous-développé (Joyal, 2002).

Des conditions minimales sont requises pour assurer à la démarche certaines chances de succès. La plus mauvaise décision que puissent prendre les forces vives locales, c'est celle de ne rien faire. Les expériences d'intervention territorialisée montrent cependant qu'il est possible de travailler en partenariat entre le public, le monde associatif et le privé sur divers problèmes. Ce qui témoigne d'une prise en charge locale de la demande sociale de production de services de proximité, lesquels peuvent se révéler tout à la fois des gisements d'emplois et des instruments de redéploiement de solidarités locales. La mobilisation dans le champ de l'insertion par l'économie peut donc se réaliser autour des initiatives territoriales de revitalisation économique et sociale et des programmes d'insertion socioprofessionnelle avec plusieurs acteurs.

2. Une étude de cas

Bien que regorgeant d'immenses ressources, la République démocratique du Congo est classée parmi les pays les plus misérables de l'Afrique au sud du Sahara. La majorité de la population y vit dans un état de pauvreté criante alors que l'Etat dispose des potentialités suffisantes pour amorcer son développement. Située au centre de Kinshasa, la commune de Kasa-vubu comme l'ensemble du territoire national est confrontée à de réelles difficultés sociales, le chômage touche une grande partie de la population active et le niveau de qualification des jeunes est très faible. En dépit de ces signaux négatifs, se développent partout des initiatives fondées sur les valeurs de solidarité. Tout l'enjeu est non seulement de ne pas nier ces dynamiques sociales spontanées mais aussi de les encourager. Le renforcement des capacités des autorités locales et des acteurs du monde associatif à fournir et ou à réhabiliter les services de proximité destinés aux populations à la base est indispensable.

2.1. L'appui au développement local à Kasa-Vubu.

De par sa position géographique, la commune de Kasa-Vubu joue un rôle important comme centre de négoce de la Ville-Province de Kinshasa. Elle compte plusieurs activités économiques sur son territoire. Le commerce général représente 67,65% des unités recensées, suivi des secteurs des services avec 25,00%, de la production/transformation ainsi que de la banque et micro finance avec respectivement 4,77% et 2,58%. Les boutiques de vente des produits alimentaire et habillement, les garages et maisons de vente des pièces de rechanges pour automobiles occupent près de 32,43% du volume des affaires. Dans le secteur de service, trois types d'activités sortent du lot, il s'agit de la couture avec 98 ateliers sur les 262 petites entreprises identifiées, soit 37,40%, de loisir avec 52 unités soit 19,85% et de l'hôtellerie qui totalise 46 établissements, soit 17,55% du total de cette branche. Les banques et agences de transfert d'argent sont bien présentes, leur nombre connaît depuis quelques années une progression remarquable alors que le petit entrepreneur finance en général son entreprise à partir de sa propre épargne et de l'aide familiale. Il développe son activité principalement dans les secteurs peu capitalistes. Son marché est local, voire régional et très rarement national. Il est faiblement scolarisé et n'a pas souvent d'associés. L'entourage familial est primordial, même si le nouveau créateur n'est pas issu d'une famille d'entrepreneurs. Les relations amicales et professionnelles jouent donc un rôle très important et comble quelque peu l'absence du soutien institutionnel. Considérée davantage comme une solution de survie dans un contexte difficile de chômage, la création d'une activité économique est pour la plupart de promoteurs la seule opportunité qui se présente. Mais si les petits entrepreneurs disposent en général, de la maîtrise technique et professionnelle de la profession qu'ils exercent, ils ont souvent une connaissance insuffisante des mécanismes de la gestion de leurs affaires. Cette lacune constitue un handicap sérieux, notamment lorsqu'il s'agit de petites unités où le dirigeant doit assumer seul toutes les fonctions (**Annexe n°1**)

A coté de ces PME, des milliers de petites activités informelles pullulent dans les différents quartiers de Kinshasa. Elles ne sont pas répertoriées, mais constituent la principale source de revenu pour plusieurs ménages. Elles sont le résultat de différentes stratégies individuelles de survie alors que le pouvoir public continue à les marginaliser. Cette conception rétrograde limite fortement leur implication dans le processus d'utilisation/recréation de ressources à l'échelle locale. Les structures d'accompagnement susceptibles d'impulser une dynamique de changement étant quasiment inexistantes, le seul espoir est de s'organiser dans les communes, quartiers et villes pour un meilleur avenir.

C'est le cas du projet d'Appui au développement local (ADELO) réalisé dans la commune de Kasa-Vubu (2008-2012), une des 24 municipalités de la ville-province de Kinshasa et qui compte à ce jour 71.000 habitants repartis dans 7 quartiers. L'action est soutenue par Wallonie Bruxelles International (WBI) sous la supervision de l'Administration communale de Court-Saint-Etienne et du Collectif des Femmes de Louvain la Neuve. Elle vise l'amélioration des capacités des organisations de la société civile et des autorités locales. La réduction de la pauvreté à partir d'un dispositif d'insertion socio-économique, de formations professionnelles et de création des activités génératrices de revenus en est l'objectif principal. La mise en place du projet a été aussi facilité par la collaboration avec l'Union des Femmes Congolaises pour le Développement « UFCD » et de la population locale.

2.2. Les activités réalisées dans la commune de Kasa-Vubu.

La promotion des activités socio-économiques a nécessité la mise en place d'un service communal de développement local. Sa mission principale est la création des conditions qui puissent favoriser un changement durable en améliorant les vécus quotidiens de la population. Ce service a permis de concevoir et de clarifier les rôles des acteurs institutionnels locaux et de mobiliser les ressources humaines et matérielles indispensables. Il devrait aussi dans l'avenir susciter des nouvelles initiatives, repérer, encourager et accompagner les porteurs de projets en collaboration avec d'autres structures spécialisées. L'efficacité d'une telle démarche dépend sans doute de la construction d'un partenariat à l'échelon local entre les secteurs public et privé ainsi que les associations de terrain.

2.2.1. Identifier les porteurs de projets de la commune et les maîtres – artisans.

L'enquête réalisée à travers toute la commune de Kasa-Vubu a rendu possible l'identification et la sélection des jeunes désœuvrés désireux de participer au projet. Les maîtres artisans compétents dans différents métiers ont également été contactés. Il s'agit principalement de la coiffure, esthétique, couture, tricotage, hôtellerie, restauration, bureautique, mécanique, menuiserie, informatique, pâtisserie et autres. Le secteur de recyclage des déchets plastiques a retenu notre particulière attention dans la mesure où il offre des opportunités certaines de création d'emplois. Un guide des activités économiques et de services a été publié. Il se veut un document de référence, évolutif, d'application volontaire, conçu par et pour le professionnel du secteur de la réinsertion. Il a pour objectif d'aider les accompagnateurs de porteurs de projets à maîtriser les différents aspects de leur travail. Il est aussi destiné aux acteurs individuels ou collectifs à la recherche d'informations pratiques et concrètes sur la réinsertion. Cet outil fournit en effet des renseignements sur les établissements d'enseignements spécialisés, les filières et métiers proposés, les adresses utiles ainsi que sur les créneaux porteurs.

2.2.2. La formation professionnelle dans les ateliers sélectionnés

Les différentes filières de métiers ont été proposées aux candidats entrepreneurs en fonction de leurs aspirations et compétences. L'acquisition des connaissances professionnelles a concerné aussi les formateurs et maîtres artisans qui devront prendre en charge les porteurs de projets. Les jeunes filles ont surtout choisi le module relatif la coupe et couture. Celui-ci leur a facilité l'acquisition des connaissances théoriques et pratiques de base indispensables pour coudre des vêtements sur mesures et des accessoires de toutes sortes. Il aide aussi à tenir un atelier de coupe et couture ou un centre de formation dans ce secteur. Le dynamisme observé dans le domaine de la mode et de l'habillement montre en effet, que les femmes ont grandement besoin d'une bonne expertise pour monter des petites unités de confection à visée commerciale. L'opportunité a aussi été donnée au maître-artisan de sélectionner les porteurs de projets appliqués afin de les prendre comme collaborateurs, avec éventuellement le statut de salarié. Ils peuvent aussi s'installer à leur propre compte, solliciter un micro crédit et/ou recourir au fonds d'installation prévu à cet effet. Les jeunes sont toutefois encouragés à s'associer pour monter des entreprises artisanales collectives. Une fois le soutien financier et technique accordé et l'activité commencée, l'équipe de suivi intervient pour un accompagnement global afin de mieux insérer les bénéficiaires du projet dans une dynamique de confiance et d'émancipation motivante.

2.2.3. Appui à la petite entreprise

La stratégie consistant à favoriser la création d'activités génératrices de revenus est porteuse de beaucoup d'espoir car elle offre des opportunités certaines de réinsertion socioprofessionnelle dans la plupart des villes en Afrique. L'apprentissage d'un métier est en plus très valorisant dans la mesure où il permet non seulement aux jeunes de conquérir leur indépendance sociale et économique mais également d'obtenir la reconnaissance sociale de leur rôle dans le développement de leur milieu local. La création d'une entreprise est un acte social et les ressources de l'entrepreneur proviennent très souvent du milieu dans lequel il est inséré. Ce milieu se définit par une proximité sociale, professionnelle, relationnelle et familiale. Mais si la famille africaine élargie représente généralement une charge, une sorte de surcoût social pour la petite entreprise, le promoteur trouve aussi en elle des moyens de réduire ses coûts de production par le type de recrutement de main d'œuvre. De plus, tout au long du processus de vie de l'activité et de ses rapports avec les collectifs sociaux, divers réseaux peuvent constituer de puissants atouts, notamment en ce qui concerne l'apprentissage des savoir-faire, des expériences et des apports financiers.

En effet, lorsqu'on s'interroge sur les raisons qui conduisent certaines régions à la réussite, les chercheurs avancent que l'organisation de la production dans ces entités repose sur des relations fortes de proximité, à partir desquelles s'épanouit un climat de confiance propre au développement des affaires. Le projet ADELO encourage de ce fait les petits entrepreneurs à élaborer des stratégies de groupe et à créer des services associatifs d'appui à la production avec une rentabilité accrue. Il associe à cette démarche un instrument financier visant la mobilisation progressive des ressources propres des intéressés afin qu'ils conquièrent leur autonomie. L'idée d'une création des mutuelles et tontines à partir des pratiques culturelles d'épargne et de crédit a été ainsi proposée afin de soutenir les nouveaux entrepreneurs. Leur organisation par associations et fédérations de métier est un moyen de promotion technique et productive, une façon de rechercher et de diversifier les marchés. Les stratégies collectives devraient permettre de dépasser le stade de la simple survie et d'acquérir une plus grande sécurité économique. En effet, plus que leur petite taille, c'est l'isolement qui est la première cause de la vulnérabilité de petits entrepreneurs. La constitution de réseaux pourra servir à créer des structures d'accueil, d'appui économique et aider à combiner les avantages qu'offrent la flexibilité des petites entreprises et les économies d'échelle qu'autorisent les services d'intérêt commun.

Au terme de leur apprentissage et après une période de trois ans, les candidats entrepreneurs ont été amenés à se prendre en charge afin de sortir de la précarité. Le projet a pu mettre en place un service communal chargé du développement local, élaborer un guide des commerces et services de la municipalité reprenant 1048 opérateurs économiques et accompagner plus de 100 jeunes porteurs de projets. 70 % d'entre eux exercent déjà les métiers appris comme employés ou micro entrepreneurs et 12 ateliers appartenant aux maîtres-artisans ont été équipés et renforcés. **(Annexe n°1)**

Tableau n°1. **Mécanismes d'appui à la petite entreprise**

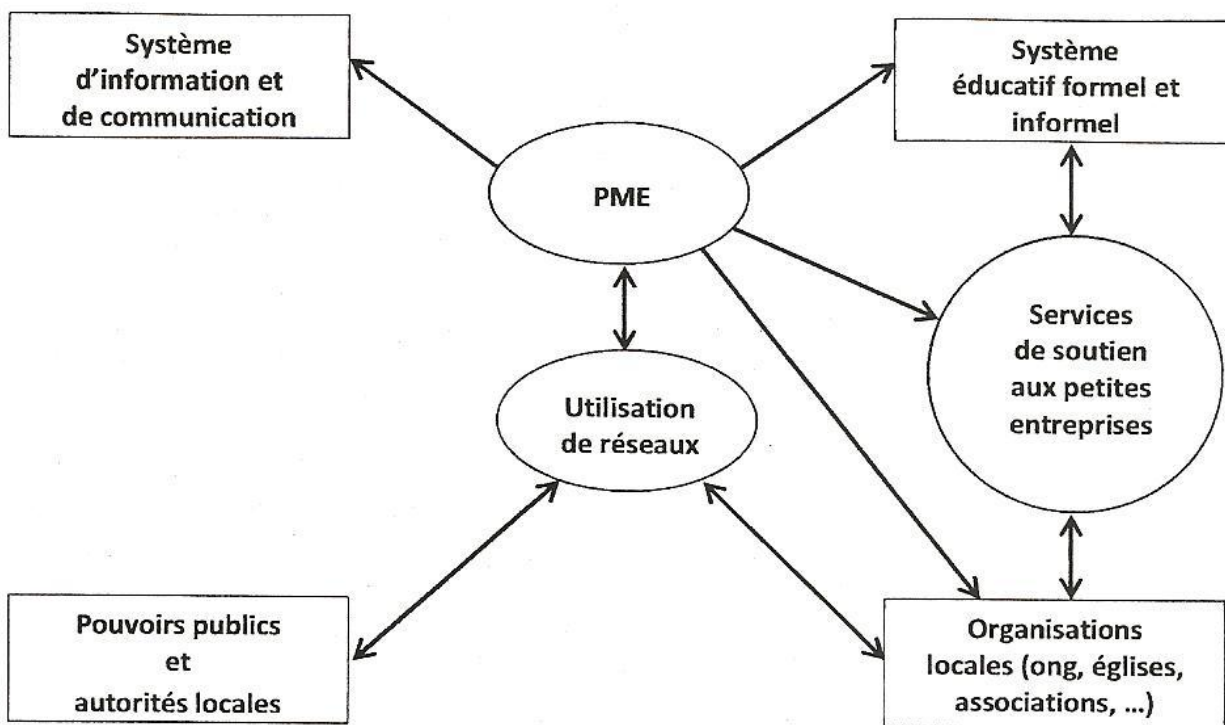
Problème rencontré	Objectif	Moyen d'appui	Outil de promotion
Financier	-Accroître la capacité d'investissement et de développement	-Système d'épargne volontaire et de crédit	-Mutualité d'épargne et de crédit, Tontines
Technico-productif	-Améliorer la capacité productive des PME	-Perfectionnement des compétences techniques	-Ateliers de formation et stage en entreprise
Commercial	-Meilleure insertion des PME dans les marchés de biens et services	-Diversification de l'offre, amélioration de la qualité et élargissement des débouchés commerciaux	-Systèmes associatifs d'approvisionnements et de commercialisation
Organisationnel	-Accroître la capacité collective de négociation des PME avec le système institutionnel en place	-Animation, programmation et évaluation en vue de l'organisation et de l'action collective	-Associations par métier, fédérations socioprofessionnelles

Source : adapté de C. Maldonado, 1993.

2.2.4. L'accompagnement des petits entrepreneurs.

Les petits entrepreneurs se trouvent au centre de la démarche de développement local, ils ne doivent pas être abandonnés à eux-mêmes. Il faut les accompagner et ce travail concerne différents types d'acteurs. L'encadrement est une pratique partenariale réunissant le secteur public, privé et le monde associatif dans une optique de coordination et de coopération participative. Le programme mis en place encourage les structures d'intervention plus proches des gens, appelées Organisations Non Gouvernementales (ONG) à mener des actions de conscientisation et de mobilisation de la population. En effet, grâce à des actions informelles de solidarité, quelques institutions locales (Associations des femmes, mutualités, des églises etc.) permettent aux communautés locales de renforcer leurs mécanismes de survie par la formation, l'encadrement et des appuis en micro crédits. A travers elles, de groupes d'individus prennent de plus en plus conscience de la nécessité de leur participation à la gestion de la vie publique. Mais les leaders de ces associations sont en général sous-informés et investissent peu dans le développement de leurs compétences. Leurs structures manquent très souvent de vision, elles utilisent un personnel pléthorique et sous-qualifié. Elles ont toutefois été amenées à se regrouper en plates-formes ou en réseaux afin que leurs actions nombreuses et variées aient plus d'impact sur le terrain.

Schéma 1
PME et liens avec différents acteurs



Source : Adapté de A. Joyal et L. Deshaies, 2002.

Le programme ADELO est un outil de proximité qui vise à soutenir les petites entreprises, en proposant à leurs promoteurs des prestations de formation ainsi qu'un accompagnement global. Il favorise les relations entre les acteurs de statut identique (les jeunes désœuvrés au titre de leur petite entreprise) et constitue de ce fait un cadre potentiel à la formation de liens cohésifs forts de type *bonding*. L'action met également en contact les petits entrepreneurs avec divers organismes (structure de microcrédit, associations de métiers, mutualités) et ateliers présents sur le territoire en vue de leur promotion, on s'inscrit là dans des dynamiques de type *linking*. Par ailleurs, lorsque ce dispositif s'appuie sur l'expertise de la commune belge de Court Saint-Etienne, des ONG du Nord et du Collectif des Femmes de Louvain la Neuve, il fait appel aux liens faibles et extraterritoriaux de type *bridging*. Ces liens sociaux facilitent l'accès à des ressources diverses et constituent de ce fait des vecteurs de développement local. Notons que le changement provient généralement des réseaux à liens faibles (universités, centres de recherche, communes du Nord..)

du fait que ceux à liens forts ont tendance à reproduire les mêmes représentations mentales et à soutenir les *habitus*. Les réseaux à liens faibles peuvent aussi constituer des « ponts » vers d'autres entités sociales, multipliant les nouvelles idées susceptibles de conduire à l'innovation. Toutefois, les réseaux à liens faibles ont besoin d'être complétés par des structures à liens forts pour être plus efficaces (Julien et al. 2002). L'approche utilisée par ADELO est globale, mais elle concerne particulièrement le secteur de l'éducation, essentiellement l'apprentissage non formel, la formation professionnelle et artisanale. Malheureusement bien que permettant à la majorité de la population de survivre, le secteur informel et la dynamique populaire sont totalement absents des politiques de reconstruction nationale. Le rôle de la petite entreprise et des collectivités locales en tant qu'agent économique étant largement sous estimé.

3. Conclusion

Les territoires qui réussissent sont ceux qui se construisent par interaction avec le monde des entrepreneurs et peuvent compter sur des ressources humaines mobilisables, une structure d'appui dédiée pouvant leur donner des moyens d'agir et des instruments financiers spécifiques, des attitudes de coopération et l'existence d'un climat de confiance. Les dynamiques territoriales ne résultent pas seulement des stratégies de localisation des entreprises. Les comportements de la population et l'attitude des pouvoirs publics exercent aussi une influence considérable. Les communes congolaises sont en mesure de jouer le rôle d'agent d'animation économique et des espaces de solidarité et d'action comme nous l'avons montré à travers les activités du projet ADELO. Les initiatives communautaires sont bien présentes mais elles restent incomplètes et limitées. Elles jouent cependant un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, elles sont autant d'opportunités sur lesquelles on peut s'appuyer pour un développement durable par le bas. Elles doivent de ce fait être renforcées et valorisées. Nous pensons qu'avec un peu de volonté politique, les entités locales peuvent être à la base de la création d'une dynamique entrepreneuriale sans sortir de leurs missions traditionnelles. L'implication du monde associatif et de la société civile dans cette démarche est indispensable. Mais comme le développement local ne se décrète pas, des conditions minimales sont requises pour assurer à la démarche certaines chances de succès. La mobilisation du capital social est indispensable.

REFERENCES

- Angeon, V. et S. Laurot (2006), Les pratiques de sociabilité et de solidarité locales : contribution aux enjeux de développement territorial, CAIRN INFO, n°127, p. 13-31.
- Angeon, V. et A. Colin (2008), L'explication du rôle des relations sociales dans les mécanismes de développement territorial, CAIRN. Info. Juin, p.237-250.
- Angeon, V. et J.M. Callois (2004), De l'importance des facteurs sociaux dans le développement, GRES, Université Montesquieu, Bordeaux
- Bouliane, L.M. (2004), Région apprenante : du concept à l'application. L'exemple de la Suisse, XLème Colloque de l'ASRDLF, Bruxelles
- Boucher, J. (1999), Développement intégré : Conjuguer l'activité économique et la mobilisation sociale, Economie et Humanisme.
- CIRIEC (2007), L'économie sociale dans l'Union européenne, Résumé du rapport d'information élaboré pour le Comité économique et social européen (CESE).
- Debourse, J.P. et G. Dokou (2011), Territoire et Entrepreneuriat.- Les expériences des villes entrepreneuriales, L'Harmattan, 322 p.
- Defourny, J. , L. Favreau et J.L. Laville (1998), Insertion et nouvelle économie sociale. Un bilan international, Desclée de Brouver, Paris.
- Ferguene, A. et al. (2004), Gouvernance locale et développement territorial. Le cas des pays du Sud, L'Harmattan, Paris.
- Julien, P.A. et al. (2002), Réseaux, signaux faibles et innovation technologique dans les PME du secteur des équipements de transport terrestre
- Greffe, X. (2003), La valorisation économique du patrimoine : mesure et outils, In développement culturel, Bulletin du Département des études et de la prospective, Paris, 3
- Greffe, X. (2010), Le patrimoine culturel à l'aune du développement durable, Third European Heritage Forum, Istanbul, Turkey
- Greffe, X. (1984), Territoires en France. Les enjeux économiques de la décentralisation. Edition Economica, Paris.
- Jouen, M. (2011), Le développement local en Europe. Bilan et perspectives après la crise, Les Brefs N°21.
- Joyal, A. (2002), Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté. Les Editions de l'IQRC, PUL, Québec.
- Kolosy, K. (2006), Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept, Horizon local de Globenet, 2006
- Larsen, K. (2011), Villes apprenantes, la nouvelle recette du développement régional, L'Observateur.
- Leloup, F. et al. (2003), Développement local en Afrique de l'Ouest : Quelle(s) réalité(s) possible(s), CAIRN INFO, n°124, p. 95-112.
- Levesque, B. (1999) , Le développement local et l'économie sociale : deux éléments incontournables du nouvel environnement social, Ciriec, Montréal.
- Muamba Mulumba, P. et A. Potakey (2001), Vivre et entreprendre en Belgique : le cas des micro-entrepreneurs congolais. CADICEC n°85/86, Kinshasa.
- Muamba Mulumba, P. et D. Tshizanga Mutshipanga (2009), Dynamique de non croissance et obstacles au développement des PME dans le secteur minier : le cas de la RD Congo, 11^e Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat de l'AUF, Trois-Rivières, Canada.

- Pecqueur, B. (2005), Les territoires créateurs de nouvelles ressources productives : le cas de l'agglomération Grenobloise, CAIRN . INFO.vol.Vol.7, p. 255-268.
- Petrella, F. (2003), Une analyse institutionnelle des structures de propriété « multistakeholders ». Une application aux organisations de développement local, thèse de doctorat, UCL, Louvain-la-Neuve.
- Riverin, N. (2009), Communauté, ville ou région entrepreneuriale : de l'utopie à la réalité, in Tendances.
- UPPE-SRP. (2005), Analyse participative de la pauvreté en RDC, Rapport National, Ministère du Plan, RD Congo.

Annexe n°1

Le tableau n°1. Les entreprises évoluant dans la commune par secteur d'activité.

Secteurs	Activités	Nombre des PME	%	%
Production/transformation	Boulangerie	1	0,10%	
	Tour mécanique	2	0,19%	
	Menuiseries	31	2,95%	
	Bijouterie	1	0,10%	
	Construction	15	1,43%	
	S/TOTAL	50		4,77%
Commerce général	Alimentation & vente vivre frais	31	2,96%	
	Boutique/vente pièces de rechange	215	20,51%	
	Boutique d'habillement	38	3,63%	
	Boutique divers	220	20,99%	
	Chambre froide	39	3,72%	
	Pharmacie	38	3,63%	
	Buvettes et bars	32	3,05%	
	Maison d'Édition & vente cassettes	7	0,67%	
	Dépôt de boisson	32	3,05%	
	Quincaillerie	22	2,10%	
	Parfumeries & Cosmétiques	9	0,86%	
	Station d'essence	5	0,48%	
	Salon de coiffure	21	2,00%	
	S/TOTAL	709		67,65%
Services	Agence de voyage & fret	12	1,15%	
	Atelier de couture	98	9,35%	
	Bureautique & bureau d'affaires	15	1,43%	
	Garage	15	1,43%	
	Hôtels, Flat & Auberge	46	4,39%	
	Loisir	52	4,96%	
	Restaurant	8	0,76%	
	Pressing	16	1,53%	
	S/TOTAL	262		25,00%
Banques & Finances	Transfert d'argent	15	1,43%	
	Banque	12	1,15%	
	S/TOTAL	27		2,58%
TOTAL GENERAL		1048	100,00%	100,00%

Source : Rapport ADELO 2011